

**Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et  
en Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et  
de Guadeloupe.  
Pour la reconstruction  
de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.**

## Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

— PARAIT TOUTES LES 2 SEMAINES —

SAMEDI 18 JUILLET 2015

1137

1 €

### Une politique criminelle contre le peuple grec et tous les exploités !

Le premier ministre Alexis Tsipras a signé un accord avec les gouvernements européens qui détiennent une bonne part de la dette grecque. En échange d'un nouveau prêt à la Grèce, cet accord prévoit de nouvelles attaques contre les retraites que Tsipras devra porter à 67 ans, une augmentation de la TVA qui frappera les plus pauvres, un plan de privatisation de nombreuses entreprises publiques. En plus, Tsipras et le gouvernement grec devront faire tout cela sous la dictée des Européens, et l'argent récolté sera consigné en gage du nouveau prêt. Ce n'est rien d'autre qu'une mise sous tutelle de la Grèce. Fin juin, Tsipras avait refusé de signer un accord presque identique et proposé de demander son avis au peuple grec par référendum. Le 5 juillet, les Grecs ont voté «Non» à 62 %... Les marchés financiers et les politiciens qui les servent (qu'ils soient français, allemand ou autres) avaient été outrés. C'est qu'ils sont déterminés à ce que la Grèce continue à pressurer sa population pour payer : elle doit continuer à faire fonctionner sans faiblir la monstrueuse «pompe à fric» qui transfère l'argent des classes populaires de toute l'Europe vers les coffres des banques d'affaire et du patronat ! Et personne – en particulier ni les Espagnols, ni les Portugais qui sont aussi frappés par des plans d'austérité drastiques – ne doit espérer s'en sortir en votant pour un parti de gauche au discours un peu radical. Ce que l'on a vu lors des 17 heures de négociation du 12 au 13 juillet, c'est la volonté de fer des dirigeants capitalistes de punir durement ce genre d'illusion, quoi qu'il en coûte, y compris en piétinant la soi-disant «démocratie» qu'ils vantent tant en d'autres occasions.

Cette leçon, qui va coûter cher aux travailleurs grecs, est importante : un Premier ministre «jeune et sympathique», aussi sincère et courageux soit-il, ne peut pas faire plier à lui tout seul une bourgeoisie implacable et sans pitié. Seule le peut une lutte massive des travailleurs, qui sont en définitive la seule vraie source de la richesse. Et cette lutte devra être menée de façon tout aussi implacable et sans pitié, sous peine de perdre.

Les partis qui se réclament encore du mouvement ouvrier et qui refusent de dire aux travailleurs cette vérité fondamentale portent une lourde responsabilité. La démoralisation qu'ils provoquent est la vraie raison de la montée de l'extrême droite. Les récents événements vont d'ailleurs certainement profiter aux néonazis d'«Aube dorée» en Grèce. Si elles n'étaient pas le signe d'une dramatique décomposition, les déclarations de Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français, feraient pitié. Il salue «le courage d'Alexis Tsipras et du peuple grec qui ont arraché un accord difficile. (...) Alexis Tsipras a ouvert un chemin, pour la première fois un gouvernement a osé résister, a osé discuter les politiques menées en Europe et c'est ce combat qu'il va falloir amplifier dans les semaines et mois à venir». Une défaite à plate couture déguisée en victoire ! Voilà où mène la politique d'un parti qui n'a, depuis longtemps, que la perspective que de proposer aux travailleurs l'espoir impossible d'un gouvernement «vraiment de gauche».

En Grèce même, les partisans du parti de Tsipras (Syriza) crient à la trahison et les syndicats appellent à la grève générale pour le mercredi 15 juillet. Mais si ces luttes sont conduites par des dirigeants qui, eux aussi, ont toujours fait semblant de croire à l'illusion d'un gouvernement «vraiment de gauche», elles ne renverseront pas la situation.

Il est temps, il est urgent de construire partout des partis déterminés à opposer au capital le seul pouvoir qui vaille : celui de la classe ouvrière. Il nous faut des partis vraiment communistes.

### Crédit Moderne : La direction a reculé face à la détermination des grévistes

Un accord signé le 8 juillet a mis fin à la grève commencée le 17 juin 2015. La direction a accepté une augmentation de salaire annuel de 780€ brut avec effet rétroactif au 1er janvier 2015 et le versement d'une prime exceptionnelle de 1200€ brut au titre des bons résultats obtenus en 2014. La demande initiale des grévistes était une augmentation pérenne des salaires de 100 euros brut par mois (ce qui fait environ 72 euros net) et l'octroi d'une prime exceptionnelle au titre des résultats de l'année 2014 de 1 500€. La direction ne proposait qu'une augmentation de 650€ brut et une prime de 850€ brut c'est-à-dire la même chose que l'année dernière alors que les résultats sont en hausse. Après l'échec des négociations annuelles obligatoires de 2015 où la direction ne voulait donner que des miettes, les salariés ont estimé qu'ils avaient le droit de réclamer une part sur les 15 millions d'euros de bénéfices obtenus pour l'exercice 2014. La grève a touché les 3 départements, Guadeloupe, Guyane et Martinique et tous les syndicats ont appelé à la grève à l'exception de la CFTC en Guadeloupe. Le mouvement a été suivi par une majorité de salariés. Les non grévistes étaient surtout les cadres et les CDD (contrats à durée déterminée). La direction a voulu jouer le pourrissement de la grève en refusant de négocier. Elle a attendu une semaine avant de proposer une séance de négociation en Martinique alors que le siège est en Guadeloupe et que selon le Code du Travail, les négociations doivent avoir lieu au siège de l'entreprise. Les représentants du personnel ont tout de même accepté de se



rendre en Martinique où ils ont assisté à une parodie de négociation car la direction voulait imposer son point de vue. Face au refus des salariés de signer un protocole d'accord non négocié, la direction a assigné en justice le 2 juillet 2015, 13 salariés en Guadeloupe (affiliés à la CGTG) pour délit d'entrave et des salariés en Martinique le vendredi 3 juillet. Le Crédit Moderne réclamait la somme de 2 000€ par salarié sous astreinte et 3 000€ au titre de l'article 700 du C.P.C. et se réservait le droit de faire intervenir les forces de répression pour ouvrir les bureaux alors que c'est elle-même qui avait décidé de fermer. La Guyane étant totalement bloquée, elle n'a pas osé assigner le personnel gréviste. Les juges ont accepté de reporter l'affaire au vendredi 3 juillet et s'agissant d'un référé ont délibéré l'après-midi. Ils ont estimé qu'il n'y avait pas d'entrave et ont donc débouté la direction du Crédit Moderne qui ne s'attendait pas à recevoir un tel camouflet. Cela n'a fait que renforcer la détermination des grévistes. Finalement la direction a été contrainte de reprendre les négociations le 7 juillet en

convoquant les représentants du personnel cette fois-ci en Guadeloupe. Les grévistes se sont d'ailleurs invités à la table des négociations et ont pu s'exprimer devant la direction, ce qui a été déterminant pour faire comprendre à la direction qu'ils ne pouvaient se contenter de miettes. Finalement le 8 juillet un accord a été signé entre les différentes parties.

Les salariés sont satisfaits et ont repris le travail le 9 juillet, la tête haute. Outre les augmentations de salaire ils ont pu négocier d'autres points de leur plateforme de revendications comme l'augmentation de la prime de transport de 76 à 81€, celle de la dotation du budget des œuvres sociales du Comité d'Entreprise de 5000€. Sur les 3 semaines de grève les grévistes ont eu à leur charge 4 jours et le reste sera payé par la direction. Les grévistes ont bien compris que c'est leur détermination et la lutte d'ensemble des 3 départements qui ont fait céder la direction qui a voulu les traiter par le mépris. Ils savent bien qu'ils doivent à chaque fois se mobiliser pour obtenir la moindre augmentation de salaire et rester soudés.

#### Martinique

### "L'Habitation Dillon" : le patron jette les travailleurs à la rue

Le 7 juillet dernier, le tribunal mixte de commerce de Fort-de-France s'est prononcé pour la liquidation du restaurant "L'habitation Dillon". Les six salariés sont révoltés. Ils se retrouvent à la rue du jour au lendemain et de façon injuste, après que leur gérant ait décidé de mettre la clé sous la

porte. Néanmoins ces salariés disent ne pas baisser les bras et envisagent de reprendre l'activité de restauration en cherchant des soutiens pour créer une SCOP, (société coopérative et participative). Dans cette société basée sur l'exploitation des travailleurs, les patrons décident sans aucun

état d'âme de la vie sociale et financière de familles entières de travailleurs. Et si ces profiteurs se comportent de la sorte, c'est bien que pour l'instant, ils ne craignent pas l'ensemble des travailleurs organisés et en colère, pour leur faire ravalier leur hargne contre le monde du travail.

Le GRS (Groupe Révolution Socialiste) a publié en juin 2014 un «manifeste pour la nouvelle période» : «l'heure de nous-mêmes».

Dans l'«Avertissement à ce manifeste, le GRS prétend répondre aux attentes de ceux qui veulent «forger un parti de travailleuses et de travailleurs, conscients du but et des moyens à mettre en œuvre pour avancer et pour l'atteindre» (p. 8).

Ce groupe, militant en Martinique, et bien qu'il ne le rappelle pas explicitement dans son manifeste, se dit toujours «Section Antillaise de la IVème Internationale». Il se réfère donc à la tradition politique de Léon Trotsky, fondateur en 1938 de la IVème Internationale, après

### Des références constantes au nationalisme

Le GRS refuse systématiquement de déployer le drapeau de l'expropriation des capitalistes. Il affiche son éclectisme en semant dans son texte des remarques qu'il se garde bien de développer : «Le rôle de la violence dans l'histoire, petit livre de F. Engels qui avait déçu F. Fanon...» (p. 75), les «nombreuses positions erronées voire même fautive prises par Trotsky dans le cours de l'extraordinairement difficile processus révolutionnaire russe et mondial...» (p. 116), etc. Ces remarques, assorties de coups de chapeau répétés aux hommes politiques nationalistes radicaux comme Fanon ou Guevara, ou plus tournés vers le compromis, comme Césaire, ont valeur de programme politique. Tout comme a valeur de programme le suivisme vis-à-vis de la politique de Chavez au Venezuela qui, tout en s'opposant à l'impérialisme américain, le fait au nom du développement national, et non pas au nom des intérêts de classe ouvrière.

Le titre même du manifeste, «L'heure de nous-mêmes...», est dû à Aimé Césaire, terme utilisé dans sa «lettre à Maurice Thorez». Mais c'était d'un point

avoir été, avec Lénine, un des principaux dirigeants de la révolution ouvrière russe d'octobre 1917, et avoir défendu, contre le stalinisme, le drapeau du communisme. On aurait donc pu s'attendre, dans un manifeste de plus de 100 pages, à voir le GRS faire sien la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, perspective qui est celle des communistes, ou au moins un programme communiste de revendications transitoires. Mais le GRS, s'il mentionne à maintes reprises le monde du travail, les travailleurs, voire le prolétariat, le fait toujours dans un cadre vague, volontairement imprécis : une «autre organisation de la société», un «syndicalisme

de vue purement nationaliste et non communiste révolutionnaire que Césaire utilisait ce terme. Il s'agissait de l'heure de nous-mêmes, nous, peuples noirs, peuples colonisés, que le PCF ne prenait pas en compte selon Césaire. Il ne s'agissait pas des travailleurs, des masses laborieuses des pays colonisés.

Cet alignement sur les courants nationalistes a pour le GRS une fonction bien précise. Il est destiné à favoriser ses vellétés unitaires avec certains de ces courants.

Comme il le rappelle (p. 93), le GRS a voulu en 2009 imiter en Martinique l'opération réalisée en France par la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire), son élargissement à d'autres courants pour former le NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), avec l'effacement de ses références au bolchevisme. Faute, selon lui, de partenaires, le GRS y a rapidement renoncé, au moins pour l'immédiat. Tout récemment, il s'est dit partisan d'initiatives unitaires en vue de l'élection de décembre 2015 à l'assemblée unique de la CTM (Collectivité Territoriale de Martinique).

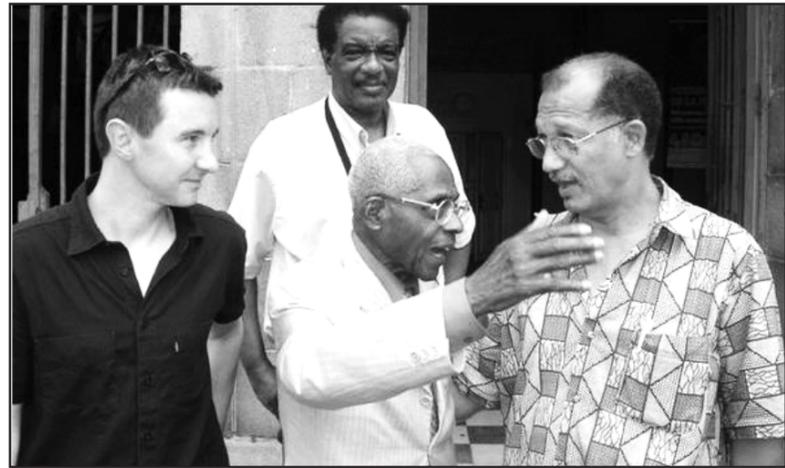
### Un clin d'œil au patronat

Le chapitre 13 du manifeste est consacré à la politique électorale en vue de ce scrutin.

imaginatif), «faire émerger au sein des masses un programme populaire», les «peuples en lutte», etc. De telles formules, le manifeste du GRS n'est pas avare. Et quand il se réclame du communisme et proclame «l'émancipation des travailleurs eux-mêmes», il omet systématiquement de préciser les tâches que les travailleurs auront à accomplir pour aboutir à leur émancipation, et avec elle, à celle de toute la société. Cette omission fait ressortir l'absence de références à la révolution socialiste qu'il appartiendra à la classe ouvrière de mener à bien, en commençant par arracher le pouvoir politique à la bourgeoisie.

Le GRS y répugne visiblement à qualifier les coalitions autour du PPM (Parti progressiste martiniquais, fondé par le défunt Aimé Césaire) et du MIM (Mouvement indépendantiste martiniquais) comme représentant deux options politiques, à peine différentes, pour la bourgeoisie. Les responsables politiques des deux camps ne sont jamais définis pour ce qu'ils sont, des représentants politiques locaux des exploités, sans distinction d'origine. Loin d'être clair, le GRS résume ainsi (p. 66) sa position : «Nous ne nous reconnaissons pas d'ennemis dans les composantes de gauche d'aucune des coalitions...». Il dit cela sans préciser quelles seraient ces «composantes de gauche» ni, et pour cause, en quoi elles se distingueraient des composantes de droite.

En réalité, derrière ses références aux masses en lutte – «Nos militants et militants sont donc immergés dans les luttes à travers diverses organisations de masses...» (p. 55) –, le GRS cache bien mal son suivisme des partis des deux coalitions nationalistes indépendantistes et autonomistes, jusqu'à un accord sur leurs choix sociaux. Sur ce point est révélateur un passage de la brochure hors série de Révolution Socialiste (la



Leaders du GRS avec Césaire et Besancenot

publication du GRS), novembre 2013, «Santé et Sécu en Martinique...», dont un fac-similé figure en p. 21 du manifeste :

«...Exonérer le patronat de cotisations sociales, c'est à la fois réduire le prix de la force de travail, mais c'est également priver la Sécurité Sociale de ressources. Mais ici en Martinique où nous avons une économie dominée et dépendante, [...] sûrement plus que des exonérations, on pourrait imaginer une solution entrevoyant un début de réduction de la dépendance, avec à la fois une aide ciblée de l'État à certains secteurs par le biais fiscal [...]

Il resterait à définir précisément les critères d'éligibilité à ces aides (nature de l'activité, dimension de l'entreprise, degré capitalistique...), l'essentiel étant de pointer clairement une orientation visant à la réduction de la dépendance [...]

Sous prétexte d'une prétendue exception martiniquaise, le GRS serait donc partisan, en régime capitaliste, d'aides à, au moins, une partie du patronat «national».

### Rupture avec le programme communiste révolutionnaire ?

L'empoignade prévisible autour de l'assemblée unique, entre PPM et MIM, a laissé au bord du chemin quelques déçus prêts à répondre aux appels du pied du GRS. C'est ainsi que le GRS, c'est quasi-officiel maintenant,

constituera une liste pour les élections à la CTM, avec Garcin Malsa, indépendantiste ex-maire de Sainte-Anne, Marcellin Nadeau, maire du Prêcheur et tête de liste, le MODEMAS, (Mouvement des démocrates et écologistes pour une Martinique souveraine), le CNCP (Conseil national des comités populaires), deux organisations indépendantistes, nationalistes, et quelques écologistes. Ce sera la «liste rassemblement citoyen solidaire».

Apporter de l'eau au moulin de quelques notables nationalistes pour qui les intérêts des travailleurs et des masses laborieuses ne sont pas du tout la priorité, quand ils ne sont pas carrément piétinés : voilà à quoi aboutit la politique du GRS.

C'est hélas ce à quoi la lecture du «manifeste pour la nouvelle période», «l'heure de nous-mêmes» nous avait déjà préparé. Car finalement, ce manifeste est un texte nationaliste. La dernière alliance électorale de ce groupe en est une application.

Si les militants du GRS ont officiellement rompu avec le programme communiste révolutionnaire, avec le programme trotskyste, qu'ils le disent. Au moins n'y aura-t-il plus de contradiction entre ce qu'ils affirment être, et ce qu'ils ne sont pas.

## L'Octroi de mer : un impôt injuste qui devrait être aboli

Le nouveau dispositif d'octroi de mer concocté par le gouvernement n'a pas encore été approuvé par la Commission européenne. Néanmoins, il est entré en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015.

L'octroi de mer est un impôt à la consommation issu de l'époque coloniale.

Depuis 2004, cet impôt est soumis à l'autorisation de l'Europe qui accorde ainsi aux Régions dites ultra périphériques dont les départements d'Outremer, une dérogation à la libre circulation des produits entre les pays.

En Martinique, cet impôt s'est élevé à 183 millions d'euros en 2013. Cet argent est utilisé en grande partie pour le financement des dépenses des communes : à hauteur de 48% pour les communes de moins de 10 000 habitants et 37 % pour les communes de plus de 10 000 habitants.

A cette somme il faut ajouter 68 millions d'euros d'octroi de mer régional (ex taxe

additionnelle), autre impôt indirect, versé au budget de la Région.

Le taux moyen de l'octroi de mer est de 7% et celui de l'octroi de mer régional de 2,5%.

Cette taxe est payée par la population sur tous les produits et biens consommés.

C'est le Conseil Régional qui fixe les taux appliqués sur la valeur du produit. Ce taux est différent selon qu'il s'agisse de produits importés ou de productions locales, mais aussi le type de produits ou de services :

produits alimentaires de première nécessité, laits infantiles, médicaments, équipements sanitaires, équipements diesel pour les marins pêcheurs, ou bien produits de luxe ou tabac...

Il n'empêche que l'octroi de mer comme la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) est un impôt injuste, car il est payé au même taux que l'on soit riche, patron d'une grosse entreprise, gros possédant, ou pauvre avec des

fins de mois difficiles, un salaire au SMIC, une petite retraite ou que l'on soit chômeur.

Quand on sait qu'en Martinique seul un tiers des foyers fiscaux (76 000) étaient imposables en 2012, il est clair qu'en proportion l'octroi de mer pèse bien plus sur les plus pauvres, qui sont les plus nombreux et consomment la totalité de leurs salaires ou allocations.

En France, à la fin du siècle dernier, les Socialistes se trouvant à la tête de certaines communes étaient partisans de supprimer la taxe d'octroi qui frappait les marchandises entrant dans les villes.

L'argent nécessaire au fonctionnement des Collectivités locales comme celui nécessaire au fonctionnement de l'État devrait être pris en priorité sur ceux qui possèdent les plus gros revenus et non pas sur les travailleurs et la population laborieuse qui n'ont pour vivre et même survivre qu'un petit salaire ou une maigre retraite.

## Guadeloupe

### Capesterre Belle-Eau, Ramassamy-Beaugendre : du mauvais spectacle !



J. Beaugendre

Quand le bateau coule, c'est bien connu, les rats quittent le navire. C'est le cas de Jean Yves Ramassamy, 1er adjoint et ex-membre de la majorité municipale de Capesterre B-E, entré en opposition.

Le maire Beaugendre est affaibli par une sombre affaire de fausses factures qui lui a déjà valu plusieurs mois de prison préventive avant procès. J-Y Ramassamy tente de profiter de la situation pour évincer son ex-leader et prendre la place. Il a créé une association qui s'est réunie dimanche 12 juillet en assemblée générale. Beaugendre s'y est rendu avant d'être hué dans une pagaille générale.

Voilà donc nos deux principaux petits notables de commune cherchant à s'assurer le soutien d'une partie de la population. Mais cette dernière aurait bien tort de se diviser en soutenant l'un ou l'autre. Ramassamy a déjà été à la



J.Y. Ramassamy

tête de plusieurs manifestations de protestation des patrons de la Guadeloupe pour mieux défendre ses intérêts personnels. Il est du côté des nantis, pas des pauvres. Et Beaugendre ne brille pas par son désintéressement. C'est le moins qu'on puisse dire !

Ramassamy cherche à renverser la majorité du conseil municipal pour provoquer de nouvelles élections et rafler la mise. Beaugendre quant à lui, a fait savoir qu'il est décidé à diriger la commune jusqu'à la fin de son mandat.

Il n'est donc pas étonnant qu'une grande partie de la population se détourne de la vie politique quand elle assiste à ces foires d'empoigne, ces coups bas, entre anciens amis, aujourd'hui en guerre pour le poste de maire et rien que pour cela.

## Les agents se mobilisent contre le mépris d'une directrice de Pôle emploi

Pendant plusieurs jours, les agents de Pôle emploi de Capesterre Belle-Eau ont manifesté leur mécontentement face à leur directrice méprisante et arrogante. Celle-ci avait jeté à la poubelle une bouteille «thermos» appartenant à l'une des agents. Sans se préoccuper le moins du monde de savoir si cet objet appartenait à l'un des salariés, l'ayant retrouvé sur un meuble dans un espace destiné à accueillir le public, la directrice s'est crue autorisée à jeter cette bouteille. Ce n'était pas la première fois qu'elle faisait preuve de ce que les agents considéraient comme de l'autoritarisme voire même du mépris. Tous les agents se plaignaient en silence de sa dureté et de son application «bête et méchante» de tous les nouveaux plans mis en place à la demande de sa hiérarchie.

Cette directrice ne reflète en fait qu'une image poussée à l'extrême du «manager de proximité», à la sauce Pôle emploi. Faire passer la politique de Pôle emploi sans ménagement et sans état d'âme, c'est ce qui lui est réclamé pour obtenir des satisfecits, des primes ou un avancement dans sa carrière. La directrice de l'agence de Capesterre B-E, exerçant à fond son rôle de mère fouettarde, avait d'ailleurs sanctionné un délégué du personnel de l'UGTG,

estimant qu'il ne faisait pas preuve de suffisamment d'implication dans son travail. Cette fois-ci, les agents n'ont pas accepté. Avec l'appui du syndicat UGTG, ils ont arrêté le travail et ont exigé l'arrêt de ce management par «la terreur». La directrice a été contrainte de réunir le personnel pour s'expliquer en présence de son supérieur hiérarchique direct. Elle a dû s'excuser en public et ravalé sa morgue et son arrogance.

Les salariés en ont profité pour se rendre collectivement à l'annexe du siège à Jarry pour porter au directeur régional d'autres revendications exigeant l'amélioration de leurs conditions de travail. A l'agence de Morne-à-l'Eau aussi, les agents ont débrayé pendant deux jours pour exiger le relogement de l'agence. Celle-ci se retrouve sur deux sites insalubres et trop petits depuis la fusion ASSEDIC-ANPE en 2008. Les conditions de réception des demandeurs d'emploi deviennent de plus en plus difficiles. Tant à Morne-à-l'Eau qu'à Capesterre Belle-Eau, les agents ont repris le travail la tête haute. De nombreux problèmes demeurent mais ces mobilisations montrent la voie à une mobilisation plus importante de l'ensemble des agents de Pôle emploi.

## Succès du déjeuner champêtre de la CGTG



Le déjeuner champêtre organisé par la CGTG le 05 juillet 2015 à Belle Plaine aux Abymes a connu un vrai succès. En effet, c'est plus de 400 personnes, cégétistes, parents et amis, qui ont répondu présents à cette manifestation. Presque toutes les sections du syndicat étaient représentées : l'hôtellerie, les communaux, les organismes financiers, l'énergie, la santé, le commerce, l'agriculture, le bâtiment, pôle-emploi, les territoriaux etc. Rappelons que c'est pour pouvoir faire face aux deux condamnations que la Confédération et deux responsables de la CGTG Milénis viennent de subir devant la cour d'appel de Basse-Terre (45 000 euros à verser aux Despointes) que la CGTG avait organisé ce déjeuner.

A 12h00 la fête était ouverte, avec une très bonne ambiance musicale.

Des responsables ou des syndiqués de base sont intervenus pendant le déjeuner : une du Crédit Moderne qui a fait un point explicatif sur le mouvement de grève en cours dans la société ; un autre de l'hôtel «Salako» pour les difficultés rencontrées par les travailleurs dans le secteur ; puis un des licenciés de "So.prestiles". C'est enfin l'ancien secrétaire général Claude Morvan qui est intervenu. Pour finir, l'actuel secrétaire général de la CGTG Jean-Marie Nomertin a expliqué le but de la manifestation et tous les problèmes que rencontre l'ensemble des travailleurs de Guadeloupe dans les entreprises. En début d'après-midi, après le repas, une animation musicale au son du ka et ensuite la tombola animée par une camarade très active. C'est à 20 heures que tout s'est terminé dans une ambiance fraternelle.

## Hôtellerie : Les salariés des hôtels Karibéa toujours en sursis

La liquidation judiciaire de l'hôtel Manganao à Saint-François et la fermeture de l'hôtel Saint-Georges à Saint-Claude jettent plus de 150 salariés au chômage. Les patrons après avoir bénéficié des exonérations d'impôts et des subventions de l'État ferment les hôtels sans aucun état d'âme.

Le groupe Fabre Domergue, installé en Martinique et en Guadeloupe, est l'un des capitalistes du secteur qui a perçu le plus d'aides de l'État. Ce groupe, depuis 2007, a plus de 50 millions de dettes. Pour y faire face et continuer à faire des profits, Fabre a décidé de vendre les murs des hôtels, tant en Guadeloupe qu'en Martinique à des sociétés financées en partie par les Conseils Régionaux des deux îles. Par ailleurs il a réclamé une renégociation de ses dettes à ses créanciers et levé de nouveaux fonds pour financer des travaux d'amélioration des hôtels. Si son plan aboutit à la cession

d'une partie de ses biens, Fabre demeure propriétaire à 45% et il continuera à gérer le personnel qui serait au nombre de 500 sur les deux îles. Pendant la période des travaux il a décidé d'envoyer les salariés en formation et négocié le chômage partiel avec les services de la direction du travail, en Guadeloupe et en Martinique. Pour valider ses projets de travaux, de mise en chômage partiel et de formation du personnel, il avait besoin de l'aval des représentants du personnel siégeant dans les comités d'entreprise de ces divers hôtels. Cependant, d'importantes zones d'ombre étaient entretenues par le patron, concernant le départ des salariés en formation, leur rémunération pendant la formation et le retour de l'ensemble d'entre eux sur leur poste après la réouverture des hôtels. C'est ainsi qu'en Guadeloupe, le 18 mai, les trois hôtels du groupe ont été fermés. Les salariés n'étaient

toujours pas informés clairement ni sur l'ensemble du plan de formation ni sur le montant de leurs salaires pendant le chômage partiel. Cette mise en chômage partiel n'avait pas encore été validée par la direction du travail. En Martinique où une dizaine de travailleurs ont d'ores et déjà été licenciés, les salariés ont exigé, en se mobilisant à plusieurs reprises, d'avoir des garanties sur la pérennité des emplois après la fin des travaux et sur une rémunération à 100% équivalente à leur salaire antérieur pendant le chômage partiel. Ils ont été rejoints dans l'action par une infime minorité en Guadeloupe, des représentants au comité d'entreprise. Le plan de Fabre a obtenu l'aval du tribunal de commerce de Fort-de-France. Sous la pression, il s'est engagé à maintenir tous les emplois à la réouverture qui devrait avoir lieu en novembre ou décembre 2015. Les employés ont tout intérêt à ne pas croire ces promesses sur parole.

## Agriculture : Les capitalistes de la banane pris la main dans le sac

Depuis plusieurs mois, une intersyndicale des syndicats des ouvriers agricoles négocie les NAO (négociations annuelles obligatoires) avec le patronat de la banane. Dans ce secteur, la majeure partie des ouvriers sont au coefficient 100 et payés au smic, soit un salaire horaire de 9,61€ et un salaire mensuel de misère de 1457,52€ brut. Et ce, après avoir travaillé plusieurs années dans la même entreprise.

L'intersyndicale se retrouve face à des gros patrons. Pour la plupart, ce sont des capitalistes békés possédant plus de 60% des terres agricoles, donc qui ont de l'argent.

Les syndicats réclament que le salaire minimum passe au taux horaire de 10,25€. Durant la dernière réunion des NAO (négociation annuelle obligatoire) tenue ce vendredi 10 juillet, ils se sont à nouveau trouvés face à un mur. Ces patrons ne voulaient accorder que des miettes en guise d'augmentation des salaires. Ils pleurnichaient littéralement en prétextant que : «ces dernières années, (nous avons eu) moins de producteurs dans la filière, donc une situation plus difficile»...

Et autres bla, bla, avancés pour avoir le culot de proposer une augmentation horaire de un centime pour le coefficient 100. Soit 9,62€ au lieu de 9,61€ de l'heure actuellement. Et 2 centimes de l'heure pour les autres coefficients : pas même une aumône !

Ces capitalistes-là mentent et sont des avarés.

La lecture d'un article du journal France Antilles sur le groupement des producteurs de bananes «Banamart» qui tenait le vendredi 3 juillet son assemblée générale sur le bilan de l'année 2014, apporte un éclairage sur le sujet. «*Banamart, bilan positif*» titre le journal du 7 juillet. Et on peut lire : «*Une bonne année 2014 avec un chiffre d'affaires de 169 millions d'euros (+ 17 %)... Mieux que 2013... Ce sont plus de 193 000 tonnes de banane qui ont été écoulées sur les marchés européens...*», et aussi que «*le prix moyen de la tonne est de 597 euros (+1 %)*». Fin de citation. Sans compter les exonérations et aides de l'État dont bénéficient ces exploiters. Alors, le président du groupe, Nicolas Marraud des Grottes, peut se frotter les mains.

Et puis, selon ces patrons, la filière banane qui comptait 420 producteurs en 2010, n'en comptait plus que 392 en 2014. Malgré cette baisse, ou à cause d'elle, la filière a obtenu un résultat en augmentation de 17% de la production. Cela signifie bien que le patronat a fait augmenter la productivité, c'est-à-dire a fait augmenter les cadences de travail des ouvriers agricoles.

Alors, le déroulement actuel des NAO montre que ces patrons ont pour objectif d'augmenter leurs profits sans rien accorder aux ouvriers qui ont sué pour les enrichir.

Pour l'instant ces mêmes patrons refusent de mettre à la disposition des syndicats des chiffres réels. Au lieu de cela, ils continuent de les «enfumer» avec leur baratin.

Ces messieurs ont promis d'apporter des chiffres au cours d'une énième réunion des NAO prévue le 24 juillet prochain. Voilà où en est la situation actuellement.

Pour l'instant ce que les ouvriers de la banane savent, c'est qu'ils ont fait gagner des millions d'euros à leurs patrons pour l'année 2014 et qu'ils ont fait mieux qu'en 2013. Et ils exigent leur part.

## En bref... En bref...

### Pôle sans emplois

La Cour des comptes a publié un rapport stigmatisant Pôle emploi. Selon ce rapport, les chômeurs sont peu suivis, Pôle emploi n'intervient pas suffisamment pour leur trouver du travail, etc. En fait, le gros

problème c'est que du travail il n'y en a pas, que Pôle emploi n'y est pour rien et qu'en plus le nombre des agents est insuffisant pour suivre correctement tous les chômeurs.

La Cour des comptes serait mieux inspirée de faire un rapport dénonçant le patronat et l'État, comme responsables du chômage. Mais exiger cela de la Cour serait demander du lait à un bouc.

## Rassemblement du 4 juillet : À bas le racisme contre le peuple noir !



Le 4 juillet, jour de la fête nationale américaine, une centaine de personnes se sont réunies sur la place de la Victoire, pour montrer leur solidarité avec nos frères Noirs américains. Plusieurs organisations étaient présentes : la CGTG, Combat Ouvrier, le journal *Rebelle !*, le Comité de soutien à Mumia Abu-Jamal, le CIPN (*Comité International des peuples noirs*) et SOS-Basse-Terre Environnement. Par des chansons, des prises de parole, des lectures de poèmes... tous les participants ont dénoncé les crimes racistes qui se multiplient. Nous avons dénoncé le racisme aux États-Unis, où les Noirs sont enfermés dans des ghettos et où ils tombent sous les balles de la police blanche raciste. Nous avons dénoncé le racisme en Europe, où les migrants africains expulsés

sont condamnés à une mort certaine. Nous avons protesté contre le racisme dans la Caraïbe, et en particulier la xénophobie anti-haïtienne. Nous avons rendu hommage à la combativité du peuple noir à travers les siècles, et particulièrement aux esclaves révolutionnaires haïtiens, qui ont conquis leur liberté de haute lutte, et aux militants des droits civiques aux USA. Nous avons aussi salué la combativité de Mumia Abu-Jamal, symbole de cet esprit de résistance qui fait si peur au pouvoir blanc ! Aujourd'hui le racisme se développe sur la planète. Face à cette situation tous les Noirs et tous ceux qui refusent l'injustice doivent être solidaires.

Correspondance  
d'un participant

## Porto Rico étranglé par les fonds de pension

L'État autonome de Porto Rico, dépendant des États-Unis, est actuellement au bord de la faillite financière, au point que certains l'ont surnommé «la Grèce de la Caraïbe». L'île, qui compte plus de 3,5 millions d'habitants pour une superficie de 8800 Km<sup>2</sup>, soit environ 5 fois la Guadeloupe, croule sous une dette publique de 72 milliards de dollars.

Tout comme la Grèce, elle ne peut pas dévaluer sa monnaie, qui est le dollar américain, mais cette dette ne dépend pas d'organismes internationaux comme le FMI, mais de fonds spéculatifs privés américains qui ont prêté à des taux d'intérêt très élevés.

Le gouverneur, Alejandro Padilla, a déclaré que l'île ne pouvait pas payer cette dette et était proche du défaut de paiement, ce qui a eu pour conséquence de faire plonger les cours des obligations émises par Porto Rico.

La situation politique de Porto Rico ne lui permet pas de faire pression sur le gouvernement ou le congrès américains : en effet, les Portoricains, reconnus citoyens américains, ne participent pas à l'élection du président U.S., et leur élu au Congrès n'a pas le droit de vote.

Le gouverneur a demandé la possibilité de se déclarer en faillite, comme l'a fait la ville de Detroit en 2013, mais cela a été refusé car Porto Rico est un État, pas une municipalité. Il est vrai que cette «solution» qui aurait permis d'échelonner ou renégocier la dette n'en est pas une pour la population, car celle de Detroit a subi des mesures drastiques, comme la baisse des retraites et la diminution des services publics.

Cependant, un défaut de paiement pourrait avoir des



Manifestation ouvrière à San Juan

conséquences aux États-Unis, puisque les fonds spéculatifs verraient leur situation compromise. Les agences de notation financière ont classé les obligations de Porto Rico parmi les «junk bonds» (obligations pourries).

Le gouverneur a fait appel à des «experts» du FMI et de la Banque Mondiale, qui bien entendu ne proposent pas d'autres solutions que des sacrifices pour la population.

Actuellement Porto Rico a un taux de chômage officiel de 14%, et la fonction publique représente 20% de la population active. Les prétendus experts considèrent qu'il faut réduire l'emploi public et diminuer les retraites et les pensions, et le gouverneur a fait adopter un budget réduisant de 8% les dépenses publiques. «Nous avons besoin de gardes pour les prisons et d'enseignants dans les écoles, mais tout le reste est sur la table», a-t-il déclaré. L'ordre de ses priorités est significatif !

En fait il y a de moins en moins de possibilités pour la jeunesse qui s'exile de plus en plus aux États-Unis. Aucune aide directe n'est prévue par Washington qui se contente de dominer Porto Rico sans aucune contrepartie.

Parmi les entreprises les plus endettées se trouve Prépa, le fournisseur d'électricité. La population risque dès ce mois-ci de subir des coupures de courant par quartier, l'une des mesures envisagées «pour faire des économies».

On le voit, la situation de la population va sans doute s'aggraver dans les semaines et les mois qui viennent, tout cela pour le profit de quelques rapaces financiers, et la seule solution que préconisent les gouvernants et les «experts» au service des financiers est de ponctionner au maximum la population qui n'est en rien responsable de cette gabegie.

À Porto Rico comme ailleurs, les travailleurs devront se mobiliser pour s'opposer aux mesures prises contre eux. Mais la seule véritable solution réside dans le renversement de ce système pourri qui ne profite qu'à quelques-uns.

## Élections au Guyana : Des changements au pouvoir, mais c'est tout

Le PPP (People's Progressive Party), au pouvoir depuis plus de vingt ans, a perdu les élections qui ont eu lieu le 11 mai 2015 au Guyana (ex Guyane britannique). C'est une coalition formée de l'APNU (A Partnership for National Unity, Partenariat pour l'unité nationale) et de l'AFC (Alliance For Change-alliance pour le changement) qui obtient 33 sièges contre 32 au PPP.

Donald Ramotar a donc cédé sa place au nouveau président, David Granger, assisté du Premier ministre Moses Nagamootoo.

Dans ce pays où les principaux partis, le PNC et le PPP, s'appuyaient sur les divisions ethniques entre les communautés d'ascendance africaine et indienne (venant de l'Inde), c'est en soi plutôt une bonne chose que de voir

arriver au pouvoir des partis affirmant vouloir dépasser ces clivages.

Mais le principal clivage, l'opposition entre la classe laborieuse et la bourgeoisie, ne sera certainement pas réglé par ce gouvernement qui comme son prédécesseur est au service des nantis locaux et du capitalisme international, malgré son étiquette progressiste.



Le nouveau président David Granger et le nouveau premier ministre Moses Nagamootoo

## Écho des hôpitaux... Écho des hôpitaux...

### CHU : IRM au rabais ?

L'IRM du CHU commence à rendre l'âme. Un nouvel IRM va être acheté, il est proposé avec un système de climatisation inclus, mais la direction refuse cette climatisation intégrée, la jugeant trop chère et juge également qu'elle pourra par ses propres moyens assurer le refroidissement de l'IRM.

Quand on connaît la situation de la climatisation du CHU, il y a de quoi avoir peur !... Bon maché ka kouté ché !!

### CHU : orthopédie, la pagaille !

La désorganisation en ortho est telle que le personnel a voulu une rencontre avec les responsables et la direction. Cela portera-t-il ses fruits ? Rien n'est moins sûr, compte tenu de la mauvaise foi qui y régnait !

### CHU : Pédiatrie en détresse

Une IDE et une puéricultrice pour s'occuper de 10 petits enfants malades, dans une chaleur étouffante, une alimentation inadéquate pour ces petits... Quelques exemples qui montrent la pointe de l'iceberg de détresse du personnel de la pédiatrie. Ce personnel a fait connaître son burn out lors d'une réunion avec la direction : là aussi, rien ! La PRE est en marche, pas d'embauche, pas de remplacement, pas de moyens. L'économie se fait sur le dos du personnel et des patients.

### CHU : la généralisation du harcèlement

Le retour à l'équilibre budgétaire du CHU a commencé sur le dos du personnel soignant. Cela se traduit, entre autre, par la détermination de l'encadrement à

faire plier le personnel pour qu'il accepte, sous peine de sanctions diverses et variées, que son planning soit chamboulé du jour au lendemain, d'être déplacé d'un secteur à un autre, d'être rappelé sur ses jours de repos voire même de congé annuel !!

Le Plan de retour à l'équilibre (PRE) c'est travailler toujours plus et user sa santé physique et morale.

### Le P.R.E. et le nouveau CHU

Il nous faut absolument dissocier les deux. Le nouvel hôpital n'est qu'un prétexte pour nous faire accepter la politique générale du gouvernement qui est de faire des économies sur le dos des travailleurs. Pour preuve, en France il n'est pas question de nouvel hôpital à construire et pourtant, le personnel de l'APHP

subit comme nous la dégradation exponentielle de ses conditions de travail. Il est déjà dans la rue pour lutter contre la suppression des RTT. Exemple à suivre.

### La réalité du P.R.E

Sous le nom de plan de retour à l'équilibre, se cache une attaque en règle contre les travailleurs ; une attaque contre « la masse salariale ». Pour ce faire, il n'y aura pas de remplacement des départs à la retraite, pas d'embauche, pas de renouvellement des CDD, pas de RTT, pas de remplacement des absences longues durées, flexibilité des plannings, mobilité obligatoire... De toute façon ce sera moins de personnes pour faire autant de travail sinon plus.

Il ne dépend que de nous de changer la donne.